

LES RURAUX PAUVRES

SURVIVRE OU MIEUX VIVRE?

Le choix entre destruction des
ressources et développement durable



Document présenté par le FIDA au Sommet mondial sur le développement durable
Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août – 4 septembre 2002

Résumé

Le présent document esquisse dans leurs grandes lignes les raisons sociales et environnementales pour lesquelles la communauté internationale de développement devrait accorder une priorité plus élevée à l'aide aux pauvres, spécialement ceux qui vivent dans des régions matériellement marginales ou laissées en marge du progrès socioéconomique. Pour assurer un développement rural durable, il faut résoudre le double problème de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement. Il existe dans le monde 1,2 milliard d'êtres humains qui vivent dans une pauvreté extrême, 900 millions d'entre eux dans des régions rurales où leur subsistance dépend directement ou indirectement de l'agriculture. L'on trouvera ci-après un bref aperçu du développement rural dans le contexte des objectifs de développement visés dans la Déclaration du millénaire et dans *ACTION 21*, qui prévoient la mise en œuvre d'une action concertée pour s'attaquer aux problèmes des ruraux pauvres et des limitations de leurs bases de ressources naturelles.

Dans de nombreux pays en développement, la dégradation de l'environnement dans les campagnes n'a guère de rapport avec des systèmes de culture ou l'agriculture intensive modernes. Les pauvres, en effet, pratiquent souvent une agriculture à faible intensité dans des régions marginales. Dans de nombreuses régions du monde en développement, la baisse des revenus agricoles et l'épuisement des ressources entretiennent un cercle vicieux. Le rythme de la dégradation des sols et de l'épuisement des nappes phréatiques constitue une menace de plus en plus sérieuse pour l'avenir. De même, la biodiversité disparaît rapidement. Il faudra intensifier judicieusement l'agriculture dans le double objectif d'améliorer les moyens de subsistance et d'assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles, et par conséquent accroître la productivité des sols, de la main-d'œuvre, de l'eau et des ressources génétiques – pour élever les revenus – tout en améliorant simultanément les services sociaux, les institutions et l'infrastructure et en développant les marchés.

Le FIDA a reçu pour mandat de permettre aux ruraux pauvres de surmonter leur pauvreté, et l'un des objectifs de tout programme durable

d'atténuation de la pauvreté rurale doit être une gestion rationnelle des ressources naturelles. Pour s'acquitter de ce mandat, le Fonds vise trois objectifs stratégiques: renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie, et élargir l'accès aux services financiers et aux marchés. Ce faisant, le Fonds s'emploie à exploiter les possibilités différentes qui s'offrent aux femmes et aux hommes et à atténuer les contraintes diverses auxquelles ils se heurtent, et d'éliminer les causes de vulnérabilité pour accroître l'autonomie des pauvres.

Par ses interventions, le FIDA apporte un appui aux communautés rurales en contribuant à optimiser l'utilisation des ressources naturelles et à élargir leur accès aux avoirs, et spécialement à la terre et à l'eau. En ce qui concerne l'accès aux technologies et aux savoirs, le plus difficile est de mettre au point des approches de nature à accroître la productivité aussi bien du travail que de la terre. Un accès plus large aux marchés et un resserrement des liens avec ces derniers sont encore plus importants pour les communautés isolées qui vivent dans un environnement plus risqué. Les points faibles des marchés ruraux reflètent les problèmes qui se posent dans des domaines comme l'infrastructure et les communications, les normes de qualité, l'information sur les marchés et la viabilité et la ponctualité des approvisionnements. L'objectif de la promotion de systèmes efficaces de financement rural est de renforcer les institutions et d'atteindre les pauvres.

De telles approches permettront peut-être aux ruraux pauvres de surmonter leur pauvreté dans un monde dont l'environnement est fragile. Il faudra pour cela trouver des solutions efficaces, en partenariat avec les populations rurales aux problèmes mondiaux que sont la pauvreté et la dégradation de l'environnement en faisant d'une gestion rationnelle des ressources l'un des piliers de leurs stratégies de subsistance.

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction: les ruraux pauvres et la survie	5
II. Le développement rural durable, préalable à la réalisation des objectifs de développement de la Déclaration du millénaire	6
Agriculture et eau	9
Agriculture et biodiversité	9
III. Les priorités et objectifs stratégiques du FIDA	10
Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations	11
Accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie	11
Élargissement de l'accès aux services financiers et aux marchés	12
IV. Le programme du FIDA	13
Le FIDA et la réduction de la pauvreté dans les différentes régions	13
V. La réduction de la pauvreté rurale et l'exclusion: le rapport pauvreté/environnement dans des environnements hostiles	17
Pourquoi investir dans des régions à faible potentiel agroécologique?	17
Les liens de causalité entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement dans un environnement fragile	19
Les contraintes environnementales à l'agriculture dans les régions marginales	20
VI. Les priorités du FIDA pour des interventions efficaces de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement dans les zones agroécologiques marginales et à faible potentiel	24
Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations	24
Accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie	25
Élargissement de l'accès aux services financiers et aux marchés	26
Plaidoyer et engagement politique	28
Conclusion	28
Annexe I Priorités régionales du FIDA par thème de développement, selon les objectifs stratégiques du Fonds	30
Annexe II Projets du FIDA – Études de cas	32

I. Introduction: les ruraux pauvres et la survie

Pour les pauvres, l'important est de survivre aujourd'hui et ménager l'avenir est un luxe. Ce qui les préoccupe surtout, c'est la faim immédiate, et pas l'épuisement futur des ressources. Or, il y a dans le monde 1,2 milliard d'êtres humains qui vivent dans la pauvreté extrême, dont 900 millions en milieu rural, où leur subsistance dépend directement ou indirectement de l'agriculture.

Aussi faut-il s'attaquer en priorité à la pauvreté rurale si l'on veut pouvoir atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM). Pour assurer un développement rural durable, il faudra résoudre le double problème de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement.

Cette pauvreté est due à l'insuffisance des revenus et au manque d'avoirs. Mais elle va aussi de pair avec vulnérabilité, exclusion et impuissance. Réduire la pauvreté signifie mettre les ruraux pauvres, hommes et femmes, à même de transformer leurs propres vies et leurs moyens de subsistance et aider les pouvoirs publics et la société civile à créer des conditions telles qu'ils puissent le faire. Le FIDA a pour mandat d'aider les ruraux pauvres à surmonter leur pauvreté en renforçant leur autonomie et en les orientant vers une gestion durable des ressources. Ce n'est qu'ainsi, en effet, que l'on pourra améliorer les perspectives aussi bien des populations que de leur environnement et partant des générations futures aussi. Ce document trace la marche à suivre pour y parvenir.

Après un bref aperçu général qui replace le développement rural dans le contexte des Objectifs de développement du Millénaire et dans *Action 21*¹, le présent document expose la stratégie suivie par le FIDA pour réduire durablement la pauvreté ainsi que des points communs et des spécificités des diverses régions du monde en développement. La dernière section évoque les problèmes particuliers que soulève le développement rural dans les zones écologiques marginales et exposées aux risques, où tant de pauvres doivent lutter pour survivre. Ils choisissent souvent comme option l'exode, ce qui ne fait que grossir les rangs des pauvres en milieu urbain.

¹ *Action 21* a été adopté à Rio de Janeiro en juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

II. Le développement rural durable, préalable à la réalisation des objectifs de développement du millénaire

La Banque mondiale a calculé que, pour réduire de moitié la proportion de ceux qui vivent avec moins de 1 dollar par jour (pour la ramener de 29 à 14,5% du total des populations des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire), le revenu par habitant doit augmenter de 3,6% par an, soit près de deux fois plus que le taux enregistré au cours des dix dernières années. Or, pour atteindre de tels taux de croissance et réduire la pauvreté dans les communautés rurales, des activités productives, aussi bien agricoles que non agricoles, sont essentielles. Dans son *RAPPORT 2001 SUR LA PAUVRETÉ RURALE*, le FIDA a souligné qu'il est indispensable d'élargir l'accès aux avoirs si l'on veut garantir une croissance large et réduire la pauvreté, c'est-à-dire atteindre le **PREMIER OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU MILLÉNAIRE (ODM 1): ÉLIMINER LA PAUVRETÉ EXTRÊME ET LA FAIM.**

Pour faire reculer la pauvreté, il faut donner aux pauvres un meilleur accès aux ressources. Les ressources revêtent des formes extrêmement diverses – capital humain et sociétal (éducation, savoir, santé, organisations), ressources naturelles (terre, eau, forêts, biodiversité), technologie (information, production agricole, méthodes de traitement et de commercialisation), infrastructure (routes, communications, établissements de santé et d'éducation, logements) et ressources financières (produits de la vente des cultures et revenus non agricoles, investissements et fonds de roulement "épargne" sous forme de cheptel et de stocks). Il existe entre ces catégories d'avoirs une complémentarité et une interaction étroites qui reflètent le contexte historique et culturel.

Les femmes rurales sont responsables de la moitié de la production vivrière du monde et produisent de 60 à 80% des aliments dans la plupart des pays en développement. Malgré cette contribution, dans les pays en développement les femmes possèdent moins de 2% de la totalité des terres et

ne bénéficient dans le monde que de 5% des services de vulgarisation agricole. Un secteur agricole productif aide à créer de nouvelles possibilités économiques pour des femmes, ce qui leur permet de constituer un capital et d'améliorer le bien-être familial, éléments essentiels à **ODM 3: Promouvoir la parité entre les sexes et autonomiser les femmes.** Inversement, l'égalité entre hommes et femmes est importante pour l'agriculture et le développement rural. Cet objectif de développement et le **premier ODM**, l'éradication de la pauvreté, sont les bases sur lesquelles pourront être réalisés le **deuxième objectif**, c'est-à-dire une éducation primaire universelle et les **quatrième et cinquième objectifs**, qui sont de réduire la mortalité infantile et d'améliorer la santé maternelle. Le **sixième objectif** consiste à lutter contre la pandémie de VIH/SIDA et des autres maladies, qui imposent un fardeau considérable aux ruraux pauvres.

Pour ce qui est du rapport entre la pauvreté et l'environnement – et du **septième objectif**, qui est de **garantir la durabilité de l'environnement** – l'agriculture, les forêts et la pêche constituent les principales interfaces entre les populations et l'environnement, spécialement pour ce qui est de l'utilisation faite de la terre, de l'eau et de la biodiversité. Il est clair que les problèmes environnementaux peuvent être rangés en deux catégories très différentes: ceux qui se posent dans des régions où est pratiquée une agriculture intensive et ceux qui sont souvent associés aux pays en développement où l'intensité des cultures est faible et où de nombreuses exploitations sont situées dans des régions marginales². Les problèmes environnementaux qui caractérisent les systèmes d'agriculture intensive – les ceintures de cultures intensives dans les pays industrialisés et les régions du monde en développement où la révolution verte des années 70 a eu l'impact le plus marqué – sont généralement très différents de ceux qui caractérisent les régions où vivent les pauvres, où le potentiel agricole est souvent limité et qui sont la cible d'une forte proportion des projets du FIDA.

L'agriculture intensive se traduit parfois par une utilisation excessive et inappropriée de pesticides et d'engrais qui perturbent les écosystèmes et polluent le sol, les eaux souterraines et les cours d'eau. Nombre de zones de culture intensive sont irriguées, ce qui peut susciter d'autres problèmes

² **Les régions marginales: terres marginales et populations marginalisées.** L'expression "régions marginales" est généralement utilisée pour désigner les régions fréquemment exposées à un ou plusieurs types de stress environnementaux. L'on peut en citer comme exemple des régions où le potentiel agricole est généralement faible et qui sont exposées à des températures extrêmes qui empêchent la croissance des cultures, ont des précipitations peu élevées et/ou irrégulières, ont des sols peu profonds et/ou peu fertiles et très escarpés et donc exposés à l'érosion, avec une faible capacité de rétention de l'eau.

Les régions sont "marginalisées" lorsque l'infrastructure et les politiques et institutions d'appui sont insuffisantes. Les contraintes d'infrastructure sont notamment un accès difficile aux marchés par la route et le manque d'irrigation. L'éloignement, la faible densité de population (et ainsi le manque de main-d'œuvre), l'insuffisance des services sociaux et autres (éducation, santé publique, services financiers, information sur les marchés, connaissance des nouvelles technologies, etc.) ont également un effet de marginalisation. Nombre des zones marginalisées sont habitées par des populations autochtones ou d'autres groupes exclus.

environnementaux, comme l'engorgement ou la salinisation/sodisation des sols et la transmission par l'eau de maladies de l'homme et des animaux. Les régions d'agriculture marginale connaissent des problèmes environnementaux différents, souvent provoqués par la pauvreté de ceux qui les exploitent. Dans les régions rurales de nombre de pays en développement, la dégradation de l'environnement n'a guère de rapport avec les systèmes de culture modernes employant beaucoup d'intrants. Ces régions ont été marquées par un large déboisement et une sérieuse dégradation des sols (érosion et perte de fertilité). Cette dégradation n'est pas causée par une intensification excessive de l'agriculture, mais plutôt par la marginalisation des terres et l'exploitation de terres souvent impropres aux cultures. À mesure que des populations de plus en plus nombreuses cherchent à en tirer une maigre production, elles étendent les cultures dans les forêts et sur des coteaux escarpés, recourent à des pratiques non durables et érodent la terre et ne préservent pas sa fertilité. Ces problèmes sont fréquents en Afrique, parce que les paysans sont trop pauvres ou n'ont pas accès aux engrais indispensables pour maintenir la fertilité du sol et préserver les rendements.

Le rythme de la dégradation des sols et de l'épuisement des ressources hydrauliques constitue pour l'avenir une menace de plus en plus sérieuse. De même, la biodiversité disparaît rapidement. Dans maintes régions du monde en développement, la baisse des revenus agricoles et l'épuisement des ressources entretiennent un cercle vicieux. Une intensification durable de l'agriculture exige un effort soutenu de recherche-développement dans le double objectif d'améliorer les moyens de subsistance et la gestion des ressources naturelles. Cela signifie qu'il faut accroître la productivité de la terre, de l'eau et des ressources génétiques – pour élever les revenus – tout en s'employant à renforcer les institutions et l'infrastructure et à développer les marchés. La mise au point de variétés de céréales à haut rendement à la fin des années 60, par exemple, a sans doute préservé une superficie de forêts et de prairies dépassant la superficie totale des terres agricoles du Brésil, du Canada et des États-Unis.

Le **huitième objectif**, qui est **d'instaurer un partenariat mondial pour le développement**, revêt une importance capitale si l'on veut pouvoir relever des défis aussi complexes. Les partenariats sont essentiels pour renforcer les politiques nationales et internationales, mobiliser des ressources scientifiques et technologiques appropriées, maximiser les effets de synergie entre les secteurs et les services productifs et sociaux, consolider des institutions et mettre en place un système commercial plus ouvert et plus équitable.

L'importance d'une agriculture et d'un développement rural durable a été clairement reconnue dans *Action 21*, et le Secrétaire général de

l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, a identifié cinq domaines d'intervention prioritaires – eau, énergie, santé, agriculture et biodiversité (EESAB) – pour le XXI^{ème} siècle. Les liens entre l'agriculture et deux de ces domaines prioritaires – l'eau et la biodiversité – sont exposés ci-après.

Agriculture et eau

L'agriculture est le plus gros consommateur d'eau, et la forte consommation d'eau dans l'agriculture irriguée est causée en partie par des technologies qui laissent à désirer, une gestion déficiente de l'eau et le mauvais état de l'infrastructure d'irrigation. Or, l'eau est une ressource de plus en plus indispensable et rare dans de nombreux pays, ce qui suscite des risques de conflits. La demande d'eau pour d'autres secteurs augmente, ce qui se traduira par une diminution des quantités disponibles pour l'agriculture. En outre, les problèmes environnementaux entraînés par l'agriculture ne cessent de s'aggraver dans de nombreux pays, particulièrement en Asie. Il importe donc au plus haut point que les pays menacés par une pénurie d'eau élaborent des mécanismes de nature à améliorer la productivité de l'agriculture irriguée ainsi que, d'une façon générale, la gestion des ressources hydrauliques.

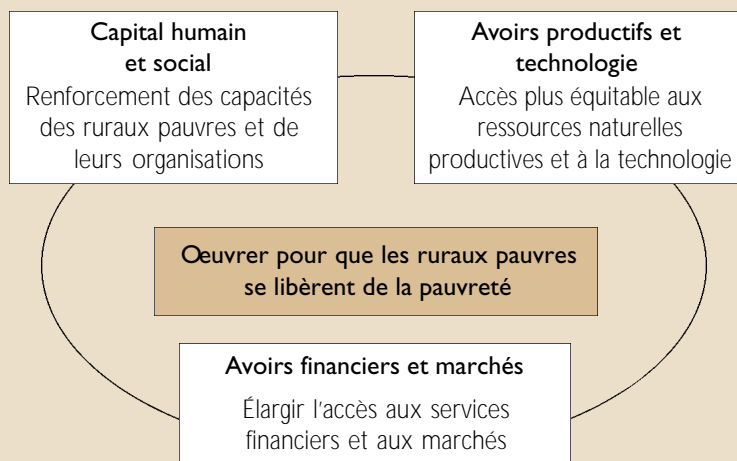
Agriculture et biodiversité

Le déboisement, la dégradation des bassins versants, la surexploitation des ressources halieutiques et une mauvaise gestion des écosystèmes ont pour résultat une perte de biodiversité et la destruction des habitants. Ces éléments reflètent les transformations politiques et sociales induites par la nécessité d'accélérer le développement économique pour réduire la pauvreté. Néanmoins, la diversité des espèces végétales et animales contribue directement à offrir aux agriculteurs de subsistance des possibilités de s'adapter à leurs environnements divers et risqués. En outre, la diversité des espèces joue un rôle critique dans les programmes classiques de promotion de l'agriculture et de l'élevage.

En conclusion, si l'on veut atteindre les Objectifs de développement du Millénaire, il faut remettre le développement agricole et rural au cœur du programme mondial de développement. Une agriculture prospère est essentielle pour une croissance rurale durable, la réduction de la pauvreté et une gestion viable des ressources naturelles. Les priorités concernant l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité et les Objectifs de développement du Millénaire offrent une occasion unique de coordonner les efforts et de conjuguer les ressources des différents partenaires pour obtenir une croissance et une réduction durables de la pauvreté dans les pays en développement. Soutenir et dynamiser les progrès accomplis vers la réalisation de ces objectifs: telle est la tâche de tout le système des Nations Unies, dont le FIDA fait partie.

III. Les priorités et objectifs stratégiques du FIDA

Les efforts du FIDA tendent à Oeuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté, telle que celle-ci est vécue par les intéressés eux-mêmes. Ce mandat est décrit dans le *CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA POUR 2002-2006*. Le Fonds concentrera ses investissements, ses recherches et ses efforts de gestion du savoir, son dialogue avec les pouvoirs publics et son action de plaidoyer sur la réalisation de trois objectifs stratégiques, qui sont de renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, de créer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie et d'élargir l'accès aux services financiers et aux marchés. L'on s'attachera tout particulièrement à exploiter les différentes possibilités qui s'offrent aux hommes et aux femmes et à éliminer les contraintes diverses auxquelles ils se heurtent, ainsi qu'à remédier aux causes de leur vulnérabilité et à renforcer leur autonomie. Pour atteindre ces objectifs stratégiques, il faut absolument aider les pauvres à employer au mieux leurs maigres ressources et à réaliser tout leur potentiel. Il faut aussi faire en sorte que les gains soient équitablement partagés et que l'environnement soit préservé.



Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations

Il faut pour cela développer et renforcer les organisations des pauvres pour leur permettre de s'attaquer aux problèmes qu'ils considèrent comme critiques, faciliter l'accès aux savoirs de sorte que les pauvres puissent saisir les possibilités qui s'offrent à eux et surmonter les obstacles auxquels ils se heurtent, faire en sorte que les pauvres aient davantage voix au chapitre dans l'élaboration des politiques et dans les institutions publiques et renforcer leur pouvoir de négociation sur les marchés. Le FIDA collabore avec une très large gamme d'organisations de pauvres (groupes traditionnels de village et de quartier, petits groupes d'autoassistance, associations d'usagers des eaux et coopératives d'agriculteurs). Renforcer leurs capacités est un travail de longue haleine, mais indispensable si l'on veut réduire la pauvreté. Sinon, les investissements dans l'infrastructure sociale et économique n'apportent jamais d'avantages durables. Le FIDA s'emploie également à renforcer la capacité des administrations locales et des gouvernements nationaux pour les aider à mieux satisfaire les besoins des ruraux pauvres. Il s'efforce à cette fin d'élaborer et d'encourager des processus de responsabilisation et d'améliorer la transparence des organismes de prestation de services ruraux dans un cadre décentralisé de prise de décisions.

Accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie

L'élément qui contribue le plus directement à la persistance de la pauvreté est le manque d'accès aux ressources naturelles comme terre, eau et forêts, dont la répartition inéquitable provient souvent de traditions historiques et culturelles profondément enracinées. Or, les pauvres jouent un rôle capital dans la gestion et la conservation des ressources naturelles mondiales, et notamment de la biodiversité de la planète. Dans tous les cas où la terre et l'eau ont été trop sollicités, la dégradation des ressources naturelles a pris des proportions alarmantes. Il s'agit là d'un problème majeur pour les ruraux pauvres, qui vivent souvent dans des zones dont l'environnement est fragile. Il est donc essentiel de mettre en oeuvre des technologies appropriées et d'entreprendre des recherches pour améliorer la productivité des exploitations en augmentant les rendements par unité de terre, d'eau et de travail. Dans tout le monde en développement, les femmes rurales pauvres jouent un rôle de premier plan dans les cultures et le soin des animaux et elles accomplissent de multiples activités économiques indispensables à la subsistance des ménages ruraux pauvres. Ce sont elles qui apportent les aliments, l'eau et le combustible dont leurs familles ont besoin. Cela étant, les objectifs de développement ne pourront être atteints que si des ressources et des efforts suffisants sont investis dans l'élimination des inégalités entre hommes et femmes et dans l'autonomisation des femmes rurales pauvres.

Élargissement de l'accès aux services financiers et aux marchés

Les efforts déployés pour améliorer la productivité de l'agriculture ne pourront être couronnés de succès que s'ils tendent à exploiter le potentiel des marchés tout en étant appuyés par des investissements et des fonds de roulement suffisants. Il importe de mettre en œuvre des approches intégrées à toutes les étapes du continuum de la production, du traitement et de la commercialisation. Il faut aussi diversifier les sources de revenu, soit grâce à la production et à la vente de cultures non traditionnelles, soit au moyen d'une exploitation plus systématique des possibilités de créer des activités génératrices de revenus non agraires. Les politiques de soutien de l'agriculture des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à cet égard, limitent beaucoup les possibilités de mieux exploiter les marchés. Ainsi, la réduction des droits de douane qui frappent les produits agricoles ainsi que l'élimination des subventions à l'agriculture dans les pays de l'OCDE et des obstacles aux exportations de produits agricoles et de textiles constituent des objectifs importants des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'assistance fournie pour promouvoir les services financiers ruraux devra tendre à mettre en place des institutions rurales de financement axées sur les besoins des usagers qui s'efforcent non seulement d'accorder des crédits mais aussi d'encourager l'épargne. Le financement rural, en effet, est souvent essentiel à l'accès aux avoirs et à l'adoption de technologies.

IV. Le programme du FIDA

Les programmes de pays du FIDA constituent le principal support utilisé par le Fonds pour améliorer les conditions de vie des pauvres et tirer des enseignements des succès obtenus ou au contraire des échecs essuyés dans la lutte contre la pauvreté. Pour mobiliser une large implication locale dans les programmes qu'il appuie, le Fonds travaille en partenariat avec d'autres, comme les gouvernements des pays emprunteurs, les populations rurales pauvres et leurs organisations et les autres bailleurs de fonds. L'accent qu'il met sur le développement local l'a amené à assurer le relais entre les donateurs multilatéraux et bilatéraux, d'une part, et la société civile, telle que représentée par les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations à assise communautaire, de l'autre. De plus en plus, les projets doivent créer des liens efficaces avec les responsables politiques en utilisant comme catalyseur les connaissances acquises. Le FIDA a manifestement un rôle à jouer en tant que défenseur des ruraux pauvres au sein des instances politiques nationales jusqu'à ce qu'ils aient la capacité suffisante de faire valoir leurs propres intérêts. La préparation et la mise en œuvre des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) offrent des possibilités prometteuses que le FIDA ne manquerait pas d'exploiter pour collaborer avec les partenaires nationaux et les donateurs afin de promouvoir des politiques et des investissements en faveur des pauvres.

Le FIDA et la réduction de la pauvreté dans les différentes régions

Les objectifs stratégiques susmentionnés du FIDA ont été définis à la suite d'une analyse des enseignements tirés des programmes de pays réalisés par le Fonds tout au long de 25 années d'interventions tendant, sous la direction des communautés locales, à réduire la pauvreté rurale. Les problèmes les plus sérieux qui ont été rencontrés varient évidemment

beaucoup d'un pays à un autre mais, au cours de l'année écoulée, le Fonds a fait une synthèse des enseignements tirés au plan régional pour donner une plus grande orientation pratique à son cadre stratégique. Le tableau figurant à l'annexe I résume, par région, les traits saillants à signaler dans le contexte des trois objectifs stratégiques du Fonds.

Il ressort de ce tableau que les efforts tendant à atténuer la pauvreté rurale en fournissant une aide aux secteurs les plus pauvres des populations des différentes régions présentent beaucoup de points communs. Cela dit, les approches les plus efficaces sont simultanément marquées par une diversité considérable.

En Asie, où vivent encore les deux tiers des pauvres du monde (en dépit de progrès impressionnants, spécialement en Chine et en Inde), une proportion considérable des populations chroniquement pauvres vivent dans des zones agroécologiques marginales, dont des hauts plateaux et des montagnes reculés, des régions côtières marginales et des terres arides où les précipitations sont erratiques. Les ruraux pauvres comprennent les paysans sans terre, les agriculteurs marginaux, les populations autochtones, les pasteurs et les pêcheurs du littoral. Les femmes sont particulièrement exposées au dénuement et n'ont guère accès aux avoirs. La stratégie régionale du FIDA met l'accent sur une plus grande équité entre hommes et femmes pour accroître les droits de propriété et de contrôle des avoirs de ces dernières et renforcer leur participation à la gestion des affaires communautaires. Le Fonds s'attache également à remédier à la marginalisation politique et économique des populations autochtones et à promouvoir la mise en œuvre d'interventions diversifiées, par exemple en récompensant les groupes qui fournissent des services environnementaux viables. Lorsque des zones agroécologiques sont complexes et vulnérables, il faut s'employer à promouvoir des technologies agricoles durables sur la base d'approches participatives et décentralisées de l'accès à la terre et aux ressources hydrauliques, et accroître la productivité des cultures de grande consommation dans les régions les plus défavorisées. Pour mettre en œuvre cette stratégie, il faudra accorder une attention accrue au rôle de l'État dans la prestation des services et la promotion d'une croissance de nature à améliorer la situation des pauvres, à l'importance de la coopération Sud-Sud et à la nécessité de tirer des enseignements de l'expérience acquise par les pays développés et les autres régions, et renforcer les capacités des pauvres et des groupes vulnérables en leur donnant plus largement accès aux programmes d'auto-assistance et en exploitant les connaissances locales.

Le cas de l'Afrique orientale et australe est très différent. Dans cette région, jusqu'à 80% des populations rurales vivent dans des régions à potentiel moyen ou élevé, mais les rendements et la productivité sont parmi les plus

faibles du monde (pour les raisons indiquées dans les sections précédentes). Comme la majorité des ruraux pauvres vivent dans des régions dont la productivité est très inférieure à ce qu'elle pourrait être, il existe un potentiel considérable de réduction de la pauvreté. Les principales caractéristiques de cette région sont notamment une dépendance croissante des pauvres à l'égard des biens et des services marchands et une concurrence de plus en plus vive sur ces marchés. Il faut par conséquent, pour réduire la pauvreté, orienter davantage le secteur des petites exploitations vers le marché, c'est-à-dire lui donner un caractère plus commercial. La stratégie régionale du FIDA consiste à travailler avec des ruraux pauvres pour accroître leur productivité et leur compétitivité en améliorant l'accès aux marchés (transports ruraux, organisation des marchés et informations sur les débouchés) et les relations avec le secteur privé, en mettant en place les services financiers dont ils ont besoin pour y parvenir, investir et couvrir les risques, renforcer l'accès à la terre et à l'eau et le contrôle sur ces ressources (organisation d'associations d'usagers pour promouvoir une utilisation durable des terres, choix de régimes fonciers, accès à une irrigation appropriée et utilisation qui peut être faite de l'eau pour intensifier les cultures), mettre au point les technologies et diffuser les informations nécessaires pour cultiver et vendre la production (diversification et intensification de la production et de la commercialisation).

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le contexte agroécologique est plus équilibré pour les ruraux pauvres que dans les deux régions précédentes. En outre, différents éléments positifs, sur les plans politique et économique, créent des possibilités nouvelles d'atténuer la pauvreté, notamment grâce à l'apparition d'un climat social et politique plus ouvert qui permet à la société civile d'accroître sa participation aux affaires publiques et qui rend possible une plus grande décentralisation des processus de prise de décisions. Il subsiste néanmoins des contraintes majeures, dont des capacités humaines et institutionnelles peu développées et une infrastructure défailante. La pandémie de VIH/SIDA et les conflits armés constituent également des menaces majeures. Cela étant, la stratégie du Fonds comporte quatre volets: l'investissement dans le capital humain et social; l'accroissement de la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles et un accès plus large à la technologie; l'élévation des revenus ruraux grâce à un accès plus facile aux capitaux financiers et aux marchés; et une réduction de la vulnérabilité aux principales menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance ruraux. On peut citer comme exemple les programmes de promotion des cultures de racines et de tubercules réalisés dans plusieurs pays pour encourager la production, le traitement et la vente de ces produits afin de consolider les moyens de subsistance, ainsi que d'autres projets axés sur le développement communautaire et la décentralisation ou le développement des services financiers ruraux.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour sa part, est caractérisée surtout par une inégalité marquée, la vulnérabilité des régions rurales à des facteurs exogènes et de sérieux problèmes d'accès à la terre et la grande faiblesse des politiques et des institutions. Les populations autochtones représentent la majorité des ruraux pauvres, dont 32% vivent dans des régions subtropicales arides et semi-arides. Pour autonomiser les populations rurales, il faut principalement appuyer les communautés autochtones et les minorités ethniques et réduire l'inégalité entre hommes et femmes. En outre, pour élargir l'accès aux ressources et à la technologie, il faudra résoudre les problèmes qui se posent dans les domaines des droits de propriété et de la diffusion de technologies appropriées parmi les petits agriculteurs (par exemple variétés de semences, séparation des propriétés au moyen de murs de pierre ou de haies et aménagement de petits systèmes d'irrigation, le tout en faisant appel aux compétences traditionnelles afin de limiter les risques de dégradation de l'environnement dans des zones écologiques différentes).

Dans les sous-régions de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (POAN) – qui englobe la sous-région POAN traditionnelle et maintenant aussi la sous-région de l'Europe centrale et orientale et des États nouvellement indépendants³ (ECO/NEI) – le bilan de l'activité économique est très mitigé et la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires s'intensifie. En ce qui concerne le capital humain et social, les activités tendent principalement à promouvoir le développement des institutions communautaires de gestion des ressources communes (particulièrement groupes villageois de développement, associations d'usagers des eaux et des parcours dans la sous-région POAN, et groupes de commercialisation et de services financiers ruraux dans l'ensemble de la région). Pour ce qui est de l'accès aux ressources naturelles et à la technologie, il importe d'investir pour améliorer l'accès des pauvres à la terre et à l'eau et encourager le développement de technologies durables, spécialement pour l'exploitation des terres marginales et arides (petits systèmes d'irrigation gérés par les usagers et accès des petits exploitants aux intrants et aux services institutionnels). Dans les régions montagneuses des pays ECO/NEI, il faudra, l'environnement y ayant été généralement négligé à l'époque de l'économie planifiée, prévoir des incitations pour encourager les communautés locales à protéger leur environnement immédiat et à adopter des mesures correctives pour prévenir toute nouvelle dégradation. L'on s'emploie activement à promouvoir des activités génératrices de revenus dans les secteurs non agricoles comme les services, le commerce, le traitement et la commercialisation. Dans toute la région, le développement de l'infrastructure rurale et des services financiers ruraux constitue un aspect important de l'environnement de caractère général qui doit être créé pour faciliter une réduction de la pauvreté.

³ De l'ancienne Union soviétique.

V. La réduction de la pauvreté rurale et l'exclusion: le rapport pauvreté/environnement dans des environnements hostiles

Les activités et les projets du FIDA sont généralement ciblés sur les pauvres qui vivent dans les régions où la productivité de l'agriculture est limitée – en raison du faible potentiel agricole ou des difficultés d'accès aux marchés, ou les deux. On estime qu'environ 40% des populations rurales du monde vivent dans ce type de régions. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de pauvreté rurale dans les zones où le potentiel agricole est meilleur, particulièrement dans certaines régions d'Afrique, mais, pour produire un impact maximum, plusieurs des stratégies régionales du Fonds résumées ci-dessus sont prioritairement axées sur les régions marginales ou à faible production.

Pourquoi investir dans des régions à faible potentiel agroécologique⁴?

Jusqu'à présent, la majeure partie des investissements publics dans l'infrastructure rurale, les services agricoles et les services de santé et d'éducation indispensables à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales ont privilégié les régions à fort potentiel agricole. Le bon sens porte effectivement à penser que c'est dans ces régions que les investissements peuvent le plus accroître la productivité. Une autre hypothèse est que les avantages produits par l'expansion économique dans ces régions parviendront jusqu'aux pauvres "par ruissellement", même lorsqu'ils vivent dans des régions où le potentiel agricole est moindre. L'on fait valoir par ailleurs que si investir dans les régions marginales pourrait avoir directement un impact plus prononcé sur les pauvres qui y vivent, les investissements dans des régions moins marginales où les possibilités de cultures intensives sont meilleures sont socialement plus productifs pour le pays dans son ensemble.

⁴ Cette section est fondée sur une étude réalisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires à la demande du FIDA.

L'idée qui est à la base de cette école de pensée est que les investissements dans les régions à potentiel plus élevé permettent d'accroître à moindres frais la production agricole et l'expansion économique que s'ils étaient effectués dans des régions où le potentiel est moindre. L'expansion économique se traduisant par une augmentation de l'emploi et l'élévation des salaires au plan national et l'accroissement de la production agricole entraînant une baisse des prix des produits alimentaires, la situation des pauvres s'améliorerait à deux égards: ceux qui vivent dans des régions marginales bénéficieraient d'aliments meilleur marché et de nouvelles possibilités d'emploi, pour l'essentiel dans des régions à potentiel plus élevé. Cela attirerait des habitants des régions marginales et contribuerait ainsi à réduire la dégradation de l'environnement. En outre, les fonds renvoyés par les migrants dans leurs localités d'origine contribueraient à accroître les revenus dans les régions pauvres et marginales, spécialement pour les pauvres.

Des recherches empiriques ont confirmé qu'un développement rapide de l'agriculture dans les régions à fort potentiel peut effectivement avoir nombre de ces effets positifs. De plus en plus, toutefois, les raisons avancées pour justifier la modicité des investissements dans les régions à moindre potentiel sont remises en question, car dans de nombreuses régions à fort potentiel:

- il apparaît de plus en plus que la progression de la productivité stagne et les problèmes environnementaux s'aggravent;
- la croissance de nombreuses régions à fort potentiel n'a pas permis de résoudre les problèmes croissants de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de dégradation de l'environnement en dehors de ces régions.

En fait, il commence à apparaître certaines indications selon lesquelles des investissements judicieux dans des régions marginales peuvent accroître la productivité de l'agriculture dans des proportions bien supérieures à ce que l'on croyait précédemment. Il semble maintenant plausible qu'une augmentation des investissements dans de telles régions puisse générer dans les zones marginales une croissance comparable de l'agriculture, sinon plus grande, que dans nombre de régions à potentiel élevé. En outre, ces investissements pourraient avoir un impact plus marqué sur la pauvreté et les problèmes environnementaux dans ces régions. Par ailleurs, les investissements dans des régions marginales peuvent avoir au plan national un rendement social global plus élevé que des investissements dans des régions plus prometteuses. C'est ce que confirment des études menées récemment en Chine et en Inde, qui montrent en outre que de tels investissements ont un impact plus marqué sur la pauvreté. Ainsi, des investissements ciblés dans la construction de routes, les services agricoles (spécialement la recherche) et l'éducation offrent de bonnes perspectives d'améliorer la productivité et de réduire la pauvreté dans les régions plus marginales.

Néanmoins, les résultats favorables ainsi enregistrés en Chine et en Inde sont notamment imputables au fait que ces pays avaient déjà beaucoup investi dans leurs zones d'agriculture irriguée et d'agriculture pluviale à potentiel élevé et que la progression de la productivité s'est ralentie dans nombre de ces régions. Les rendements décroissants dans les régions privilégiées et les investissements publics dans nombre de régions à faible potentiel étant relativement réduits, il n'est guère surprenant que ces derniers produisent des rendements plus élevés. Il faut cependant faire preuve de prudence avant d'extrapoler ces résultats à des pays qui ont beaucoup moins investi dans les régions les plus favorisées, comme c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Les liens de causalité entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement dans un environnement fragile

Il est clairement établi que la pauvreté contribue directement à accélérer la dégradation de l'environnement dans les régions marginales (bien qu'elle n'en soit pas la seule cause) et que les pauvres tendent à être plus affectés par cette situation que les autres groupes sociaux. Si la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont liées, c'est parce que les pauvres sont plus fréquemment forcés de faire un arbitrage entre la production future et la survie immédiate. L'aggravation de la dégradation de l'environnement contribue à réduire les revenus et à aggraver la pauvreté et, avec le temps, les pauvres peuvent être enfermés dans une spirale descendante, la pauvreté et la dégradation des ressources ne cessant d'empirer. La situation peut encore être aggravée par l'accroissement démographique, des populations de plus en plus nombreuses devenant tributaires d'une base de ressources de plus en plus mince. Généralement, les pauvres ont des familles nombreuses, n'ont pas de capitaux à investir, n'ont pas de sécurité de jouissance de la terre, n'ont qu'un accès limité aux technologies appropriées et risquent d'être moins informés quant aux conséquences de leurs comportements. Parmi les pauvres, les femmes et les ménages dirigés par des femmes sont les plus affectés par l'alourdissement de la charge de travail et par la discrimination sur les marchés de la terre et du travail.

Les pauvres définissent souvent la pauvreté en termes d'insécurité plutôt que de manque d'argent et, d'une manière générale, ne sont guère à même de prémunir leurs revenus contre des fluctuations inattendues de la production ou des prix agricoles. Ils sont également les plus vulnérables et ceux qui, habituellement, sont les plus durement affectés par les catastrophes naturelles, les insurrections et les conflits. Des droits de propriété et d'utilisation de la terre, des forêts et des ressources hydrauliques mal définis ou concurrents sont souvent une source de conflits, spécialement lorsque les

pressions démographiques s'intensifient et que les populations autochtones se voient mises en concurrence avec de nouveaux arrivés.

Les problèmes décrits ci-dessus sont souvent aggravés par un manque d'accès aux ressources et aux technologies appropriées nécessaires pour améliorer la productivité. L'absence de routes d'accès rend difficile une diversification des activités agricoles ou l'exploitation d'activités non agricoles ainsi que la disponibilité d'intrants matériels et de services. Le manque de services sociaux (écoles, dispensaires, eau potable) affecte la santé et limite la productivité du travail. La faiblesse des prix de la production agricole et les distorsions du marché ont pour effet de sous-évaluer des ressources déjà limitées et de réduire les bénéfices des agriculteurs, qui ne peuvent ainsi investir dans des engrais ou des ouvrages de conservation des sols. La précarité des droits de propriété, particulièrement lorsqu'elle est associée à des migrations, décourage en outre des investissements à long terme dans des mesures de conservation des ressources. Bien qu'il y ait des exemples d'"innovations induites" de la part des communautés (comme l'aménagement de terrasses et d'ouvrages d'irrigation pour intensifier l'agriculture) qui ont inversé cette tendance (par exemple dans la région de Machakos, au Kenya), il est probable que la corrélation négative qui existe entre pauvreté et dégradation de l'environnement apparaîtra encore plus nettement à l'avenir. De plus, les changements climatiques prévisibles au plan mondial et régional affecteront sans doute le schéma des précipitations, ce qui intensifiera la fréquence et la sévérité des sécheresses, des inondations et des tempêtes.

En bref, si la communauté internationale du développement devrait accorder une priorité beaucoup plus élevée à l'aide aux pauvres, surtout à ceux qui vivent dans des régions à faible potentiel agricole, c'est pour d'importantes raisons aussi bien sociales qu'environnementales. Cependant, une autre raison encore d'investir plus dans de telles régions est que, souvent, les investissements peuvent en fait avoir des rendements économiques favorables, comme on l'a vu plus haut. La section suivante évoque les problèmes particuliers qui se posent dans les régions marginales.

Les contraintes environnementales à l'agriculture dans les régions marginales

Il se pose dans les régions où le potentiel agricole est limité des problèmes environnementaux très divers souvent dus à la pauvreté de ceux qui les exploitent. Les principales contraintes sont résumées ci-dessous.

Épuisement de la fertilité des sols

De vastes zones marginales ont des sols peu profonds et peu fertiles. Les cultures traditionnelles fondées sur les jachères arbustives (les cultures

étant alternées pour permettre la restauration naturelle de la fertilité des sols) permettaient jadis aux champs de recouvrer leur fertilité après une année ou deux de culture. Mais aujourd'hui, dans de nombreuses régions, les périodes de jachère, précédemment de 20 à 30 ans, sont ramenées à deux ou trois ans en raison des pressions démographiques qui s'exercent sur les terres disponibles, ce qui réduit progressivement la fertilité des sols.

Dans nombre de régions marginales, la fertilité des sols se trouve sérieusement épuisée par suite de la perte de matières organiques et de nutriments des plantes intervenue depuis que les terres ont été défrichées. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, c'étaient habituellement les pouvoirs publics qui assuraient les approvisionnements et la distribution d'engrais chimiques, lesquels étaient souvent subventionnés. Dans nombre de pays, cependant, cela n'est plus possible, de sorte qu'il est difficile pour les agriculteurs d'acheter des engrais non subventionnés, même s'ils sont disponibles. Le secteur privé n'ayant pas repris comme prévu le rôle que jouaient les pouvoirs publics. Il en résulte une pénurie, et non un excédent, d'engrais (comme c'est souvent le cas de l'agriculture intensive). En l'occurrence, le problème ne tient pas à la pollution des eaux souterraines mais plutôt à la diminution de la fertilité des sols, lesquels ne peuvent pas soutenir de façon fiable et durable les rendements des cultures. Des applications modestes d'engrais éviteraient l'"extraction" de nutriments qui caractérise aujourd'hui de vastes régions d'Afrique où il n'est appliqué en moyenne que 8 kg d'engrais inorganiques par hectare et par an. En revanche, dans de nombreuses régions, la perte de nutriments représente chaque année l'équivalent de 40 à 60 kg d'engrais inorganiques par hectare.

Coteaux et érosion

Souvent, les régions où le potentiel agricole est limité sont des coteaux ou des régions montagneuses où les forêts ont été abattues pour que les terres puissent être défrichées. En fait, nombre d'agriculteurs qui exploitaient jadis de riches terres en plaine ont été forcés de s'installer sur les coteaux par les forces politiques, sociales et économiques échappant à leur volonté. Le défrichement des forêts pour cultiver la terre expose les sols aux effets conjugués des précipitations et de la gravité et, dans le cas des coteaux, il en résulte inévitablement une érosion. Chaque année, de 14 à 15 millions d'hectares de forêts disparaissent ou sont dégradées dans les pays en développement, et ce déboisement est imputable à concurrence de plus de 60% à l'agriculture de subsistance pratiquée sur les coteaux.

Lorsqu'ils sont dépourvus de protection, les sols peu profonds, souvent caillouteux, des coteaux, sont facilement emportés par les eaux. L'aménagement de terrasses peut freiner l'érosion des sols mais est un travail ardu et onéreux. L'érosion des sols des coteaux a un impact sur

toutes les terres du bassin versant. L'agriculteur perd à la fois la fertilité des sols par suite du lessivage et la couche arable emportée par les pluies. Les alluvions qui résultent de ce processus peuvent être un bienfait mitigé pour ceux qui se trouvent en aval et être une couche de sols fertiles pour certains mais de la boue qui envase les systèmes d'irrigation et de drainage pour d'autres. De graves glissements de terrain, souvent mortels, ne sont que trop communs et enterrent des villages et emportent les routes rurales et les ponts. Dans les régions où le potentiel agricole est limité, par conséquent, les activités agricoles ont effectivement un impact négatif sur l'environnement.

Forêts et biodiversité

Le défrichement des coteaux, habituellement par abattage de forêts sous une forme ou sous une autre, a de sérieuses conséquences non seulement pour les agriculteurs et les populations rurales mais aussi pour la biodiversité. Ceux qui défrichent des coteaux pour les cultiver détruisent des écosystèmes tout entiers. Les ruraux qui vivent à proximité des forêts exploitent fréquemment le potentiel forestier en extrayant du bois (bois d'œuvre et bois de feu) et en ramassant des fruits, du miel, des herbes (y compris des herbes médicinales) et d'autres produits forestiers, souvent de façon durable, conscients qu'ils sont de la valeur à long terme des ressources. De même, ceux qui cultivent les terres défrichées ou y font paître du bétail protègent les plantes et la biodiversité animale. Cependant, cette utilisation équilibrée des forêts change par suite du déboisement entraîné par la nécessité d'étendre la superficie des terres agricoles et de l'application de pratiques de culture soutenables.

Parcours

Les terres de parcours couvrent de vastes superficies en Afrique, en Asie centrale et en Amérique du Sud et représentent une ressource renouvelable d'importance majeure, principalement pour les populations pastorales et agropastorales, nomades, semi-nomades et sédentaires. Lorsqu'elles sont gérées comme il convient, elles constituent une source de package économique, durable et précieuse pour le bétail, lequel est à son tour une importante source de protéines animales et de micronutriments. Les terres de parcours, lorsqu'elles sont ainsi gérées, peuvent assurer durablement la subsistance de millions de personnes mais, regrettablement, elles sont de plus en plus dégradées par suite du surpacage, de la conversion en terres de culture et de l'urbanisation, éléments qui sont fréquemment le résultat de politiques inadéquates et inappropriées.

Utilisation de pesticides

Les ravageurs⁵ constituent un problème dans les régions à potentiel aussi bien élevé que limité mais ils ont l'impact le plus sérieux sur les pauvres qui

exploitent ces dernières. Si l'on peut généralement, dans un système d'agriculture intensive, résoudre les problèmes des ravageurs en plantant des variétés résistantes, en utilisant une large gamme de produits agrochimiques et en utilisant des médicaments et des vaccins pour protéger les animaux, les rendements généralement modestes obtenus par les agriculteurs dans les régions marginales sont souvent insuffisants pour qu'ils aient les moyens de se procurer des intrants aussi onéreux. Il n'y a donc guère de pollution par les pesticides dans ces régions. En fait, nombre d'exploitants dans les régions marginales prétendent pratiquer une agriculture "organique" du fait qu'ils n'utilisent pas de pesticides ni d'engrais. S'ils pratiquent une agriculture organique, ce n'est pas par choix, mais par nécessité, et il y a lieu de craindre que nombre d'entre eux deviennent "organiques par négligence" et adoptent des pratiques insoutenables à moyen ou à long terme.

L'eau – qualité et quantité

Comme indiqué ci-dessus, la dégradation de la qualité de l'eau par suite de la salinisation ou de la pollution par des produits agrochimiques constitue un sérieux problème environnemental pour les zones d'agriculture intensive, spécialement lorsqu'elles sont irriguées. La quantité est néanmoins un problème qui affecte de plus en plus aussi bien les zones d'agriculture intensive que les zones marginales qui n'ont qu'un potentiel agricole limité. Lorsque l'eau d'irrigation est puisée plus rapidement que la recharge des nappes phréatiques, les eaux souterraines sont menacées et, dans les régions côtières, des intrusions d'eau salée peuvent affecter la qualité de l'eau, les rendements des récoltes et les moyens de subsistance des agriculteurs. En outre, le recul de la nappe phréatique affecte des écosystèmes de marais importants pour la biodiversité végétale et animale.

Pour les populations rurales qui vivent dans des régions de colline, l'approvisionnement en eau peut constituer un sérieux problème même si les précipitations sont abondantes. Les sols, peu épais, ne peuvent guère conserver l'humidité après les pluies et les racines ne peuvent pas pénétrer le sol jusqu'aux réserves d'eaux souterraines comme cela est possible dans les vallées. En dépit de précipitations annuelles abondantes, les cultures et le bétail sont fréquemment affectés par la sécheresse, même si elle est souvent de courte durée. Cependant, si la sécheresse vient à un moment critique du cycle végétatif (par exemple lors de la floraison du maïs), les effets peuvent être catastrophiques et les récoltes peuvent se trouver réduites à néant. La pénurie d'eau devient dramatique autant pour les régions d'agriculture intensive que pour les régions marginales à potentiel réduit, mais les agriculteurs qui exploitent les terres de cette dernière catégorie sont les moins à même d'y faire face. En outre, le manque d'eau affecte non seulement l'agriculture, mais les besoins domestiques.

⁵ L'expression "ravageurs" comprend les insectes, les nématodes, les mauvaises herbes, les maladies, etc.

VI. Les priorités du FIDA pour des interventions efficaces de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement dans les zones agroécologiques marginales et à faible potentiel

La section ci-après interprète les trois objectifs stratégiques du Fonds (voir section III) dans le contexte spécifique des zones à faible potentiel.

Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations

Les régions à faible potentiel sont très diverses par leurs caractéristiques agroclimatiques et socioéconomiques, de sorte que les stratégies de développement rural doivent être individualisées à la lumière des options et des contraintes spécifiques en présence desquelles se trouvent les communautés locales. Les interventions du FIDA tendent à aider ces dernières à jouer un rôle clé pour optimiser l'utilisation des ressources naturelles. Les organisations à assise communautaire facilitent l'accès au crédit, aux intrants et aux marchés et jouent un rôle particulièrement important dans les réseaux locaux d'approvisionnement en intrants dans les régions isolées. Souvent, les ONG jouent un rôle important en introduisant de nouvelles technologies et des mécanismes de crédit et en diffusant l'information parmi les communautés. Le secteur public, pour sa part, fournit l'infrastructure publique, parfois des services de recherche et de vulgarisation, ainsi que des services agricoles clés, et il gère les ressources du domaine public comme les forêts et les terres de parcours. Par ailleurs, il est essentiel de suivre des approches participatives de nature à confirmer les droits de gestion des ressources des populations locales. Cela exige une volonté politique et des structures d'incitations et de compétences différentes au sein des institutions publiques, l'accent devant être mis plus nettement sur le renforcement des capacités des populations locales. Le secteur public joue aussi un rôle de premier plan en construisant et en entretenant les routes et systèmes de communication, les régions marginales étant souvent mal placées pour soutenir la concurrence sur des marchés libéralisés, n'ayant qu'un accès limité à ces derniers et devant faire face à des coûts de transport et de commercialisation élevés.

Accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie

L'un des principaux objectifs des interventions du FIDA est de permettre aux ruraux pauvres d'avoir plus facilement accès aux avoirs, en particulier à la terre, et ainsi d'améliorer leurs possibilités de vivre en bonne santé et de s'instruire. Le Fonds appuie une large gamme d'interventions tendant à créer des avoirs, aussi bien directement par l'entremise de ses projets que par l'appui qu'il apporte à la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté.

Étant donné les risques accrus auxquels sont exposés ces environnements fragiles, une attention particulière est accordée à la nécessité d'assurer un accès durable à la terre et à l'eau pour promouvoir des pratiques de cultures rationnelles et pour encourager des investissements à longue échéance dans l'amélioration et la conservation des ressources. La conservation des ressources naturelles exige souvent une action collective des usagers, même lorsque les ressources ne sont pas leur propriété commune. L'expérience acquise par le FIDA a démontré que les institutions qui peuvent le mieux gérer des biens communs sont généralement les organisations locales administrées par les usagers des ressources eux-mêmes. C'est cette constatation qui est à la base de l'approche du FIDA, qui consiste à trouver des solutions locales à des problèmes environnementaux de plus grande envergure.

Pour ce qui est de l'accès aux technologies, certains types de recherches phytogénétiques revêtent une importance capitale (par exemple l'étude des variations de rendement en présence de traces de nutriments, la résistance aux ravageurs et aux maladies, la tolérance à la sécheresse, etc.), mais cela vaut surtout dans une perspective à longue échéance. Dans l'immédiat, il faudra, pour accroître la productivité dans nombre de zones à faible potentiel, améliorer les pratiques de gestion des ressources naturelles. Les risques climatiques élevés, l'incertitude des débouchés et le manque d'infrastructure qui caractérisent nombre de ces zones à potentiel réduit et isolées conduisent également à douter de l'opportunité, du point de vue économique, d'apports considérables d'intrants externes. Aussi les technologies faisant appel à relativement peu d'intrants externes apparaissent-elles comme plus prometteuses. Le problème consiste cependant à mettre au point de telles technologies, qui puissent accroître la productivité à la fois du travail et de la terre. Certaines d'entre elles ont été mentionnées dans la section IV concernant les stratégies régionales (barrières végétatives, labours de conservation, agroforesterie, etc.).

Si une priorité élevée doit généralement être accordée à l'amélioration des technologies utilisées dans les cultures vivrières, il est indispensable, pour élever les revenus, de faciliter une diversification vers des produits agricoles de plus haute valeur et des activités non agricoles. Par exemple, à la différence de nombre de cultures vivrières, l'élevage, l'agroforesterie et certains types

d'horticulture peuvent souvent être rentables dans des régions où les sols sont médiocres et le climat peu propice. De même, un environnement moins favorable, voire hostile, peut se prêter au développement de l'écotourisme.

Les projets appuyés par les prêts et les dons du Fonds tendent souvent à développer de telles pratiques agricoles durables. En outre, le FIDA s'emploie à échanger des connaissances avec d'autres organisations techniques et avec ses partenaires. La nature des projets entrepris dépend directement des caractéristiques de la localité et dépend de la disponibilité de main-d'œuvre, des précipitations et de l'orientation vers les marchés. L'on peut en citer comme exemple des projets de gestion intégrée des nutriments (labours de conservation, utilisation de paillis, épandage de phosphate naturel, cultures intercalaires, etc.), la gestion des ressources hydrauliques (aménagement des bassins versants, petits systèmes d'irrigation gérés par les agriculteurs, etc.), la gestion des troupeaux et des pâturages et les activités intégrées de culture et d'élevage tendant à diversifier les revenus, à créer des avoirs, à gérer la fertilité des sols et à réduire le coût des aliments pour le bétail. Différentes approches de la foresterie sont communément appliquées pour tirer un revenu des aliments, du bois de feu, du fourrage, du bois d'œuvre et des produits non ligneux provenant des forêts ainsi que pour améliorer la fertilité et accroître la capacité de rétention de l'eau des sols et réduire l'érosion.

Élargissement de l'accès aux services financiers et aux marchés

La faiblesse des marchés ruraux tient en partie aux défaillances de l'infrastructure et des systèmes de communication, mais les problèmes liés aux normes de qualité, au moment de la récolte, à la diffusion d'informations sur les marchés et à la fiabilité des approvisionnements pénalisent également les produits locaux sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Nombre de pays ont introduit des réformes des marchés afin, entre autres, d'améliorer les performances de leurs secteurs agricoles en général. Mais ces réformes ont eu un impact mitigé sur les régions moins privilégiées et plus isolées, où l'infrastructure est moins développée et les coûts de transport plus élevés. Par exemple, les réformes des marchés ont réduit les disponibilités d'engrais inorganiques et les ont renchérissés dans nombre des régions les plus pauvres d'Afrique. Dans la région POAN, les exploitants ont dû modifier les systèmes d'alimentation des animaux d'élevage pour être moins tributaires des intrants, précédemment subventionnés. Cela étant, l'accent que le Fonds met sur l'élargissement de l'accès aux marchés et sur les liens avec les marchés est particulièrement important dans ces régions plus risquées et plus isolées. De même, une priorité encore plus élevée doit souvent être accordée à la mise en place de systèmes efficaces de manutention après la récolte et d'appui au développement de nouveaux produits. À l'avenir, il faudra aussi diffuser des technologies novatrices de l'information (par exemple en reliant les radios rurales aux systèmes modernes d'information et de communication). On a déjà évoqué la nécessité d'établir des systèmes de

financement rural, mais il est encore plus difficile, dans ce domaine, d'assurer la pérennité des institutions et d'atteindre les pauvres. Étant donné les risques, la priorité doit être accordée aux mécanismes de crédit et d'assurance permettant d'obtenir un financement lorsque le besoin s'en fait sentir.

Nombre des activités et des projets décrits ci-dessus ont durablement amélioré la gestion des ressources naturelles en accroissant les possibilités de gains des ruraux pauvres. On trouvera à l'annexe II quelques études de cas qui illustrent les projets du FIDA, et d'autres exemples dans les publications du Fonds.

Néanmoins, dans certains environnements fragiles et difficiles, cela ne suffira pas à prévenir la dégradation de l'environnement. Par le passé, les pouvoirs publics ont cherché à résoudre ce problème en réglementant certaines pratiques de gestion des ressources (par exemple en interdisant l'abattage d'arbres sur les coteaux). La difficulté que suscite cette approche fondée sur l'autorité de l'État et la coercition est qu'elle va à l'encontre des intérêts des populations locales, ce qui ne fait souvent qu'aggraver la situation des pauvres, encourager des comportements inégaux et accroître le coût de la réglementation. Une solution de remplacement est explorée ci-dessous.

Le marché potentiel des services environnementaux

Les pratiques de gestion durable des ressources naturelles et les activités respectueuses de l'environnement d'un nombre considérable d'agriculteurs pauvres en ressources, particulièrement sur les hauts plateaux et les coteaux, produisent d'importantes externalités positives. Ces activités sont notamment celles qui tendent à entretenir les ressources forestières, ce qui contribue à la fixation du carbone, à la conservation des sols et partant à la diminution des ruissellements en aval et de l'envasement des barrages et à l'utilisation durable de diverses espèces de flore et de faune parfois appelées espèces sous-exploitées ou négligées. Tous ces éléments constituent pour la société des biens publics considérables dont il n'est pas assez pris conscience, notamment parce qu'ils sont difficiles à quantifier.

Pour réduire les pratiques insoutenables, une autre formule pourrait être fondée sur le marché potentiel de tels services environnementaux. Les pauvres pourraient bénéficier de ces marchés; la difficulté consisterait notamment à intégrer les incitations aux systèmes existants de subsistance. L'exemple le plus fréquemment cité est celui de la fixation du carbone, et un programme pilote a été mis en œuvre dans ce domaine au Costa Rica. Cependant, les coûts de transaction élevés et la difficulté qu'il y a à suivre l'exécution des contrats limiteront sans doute les avantages qu'une telle approche peut apporter aux pauvres qui vivent dans des régions isolées, à moins que l'on ne puisse les organiser efficacement à cette fin. Ces types d'innovations sont limités également par l'incertitude qui entoure la demande de services environnementaux. Le FIDA a entrepris des recherches sur ce point avec le Centre international pour la recherche en agroforesterie

(CIRAF). Une approche voisine, également nouvelle, consiste à utiliser des "labels verts" et des assurances de "justice pour le producteur" pour obtenir des prix plus élevés et rémunérer ainsi les exploitants pauvres, en partie pour les avantages environnementaux qu'ils génèrent. Le FIDA a déjà mis sur pied des interventions dans ce sens concernant les produits ligneux autres que le bois d'œuvre et les cultures servant à la fabrication de boissons.

Plaidoyer et engagement politique

Pour réaliser ce développement durable dans les pays en développement, il faut coordonner les efforts et conjuguer les ressources des différents partenaires. Le Fonds peut contribuer à la réalisation de cet objectif en créant des partenariats stratégiques et des coalitions avec les gouvernements, les organismes de développement, le secteur privé et la société civile. C'est pourquoi ses projets sont conçus de manière à appuyer et à influencer les politiques nationales et internationales en utilisant comme catalyseur l'expérience qu'ils ont générée. Certains des aspects de l'action ainsi entreprise conjointement sont la collaboration du FIDA à des initiatives mondiales comme la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, l'appui qu'il fournit au Mécanisme mondial, le rôle qu'il joue en tant qu'agent d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et en tant que coparrain – avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), les gouvernements des pays d'Afrique ont décidé que l'agriculture devrait être l'un des secteurs prioritaires. Le Fonds continue, dans différentes régions, de poursuivre son dialogue avec les gouvernements pour promouvoir la cause des ruraux pauvres. De nouvelles initiatives pourront resserrer la coordination dans des domaines comme la recherche-développement sur l'exploitation durable des hauts plateaux, en tirant parti de l'expérience acquise par le GCRAI (programme de promotion des cultures dans les hautes terres d'Afrique de l'Est, programme de promotion des cultures sur les coteaux d'Amérique centrale, initiative pour l'élimination des pratiques de coupe et de brûlis, etc.).

Conclusion

La mission qui a été confiée au FIDA indique la voie que celui-ci doit suivre pour permettre aux ruraux pauvres de surmonter leur pauvreté dans un monde dont l'environnement est fragile. Pour réussir, il faudra trouver des solutions locales aux problèmes de pauvreté et d'environnement, en faisant des stratégies de renforcement des moyens de subsistance et d'accroissement des revenus des pauvres la base d'une gestion durable des ressources. Ainsi, les ruraux pauvres, hommes, femmes et enfants, pourront tracer la voie d'un développement viable sur les plans environnemental et social qui les fera échapper à la pauvreté et accéder à une vie meilleure.

ANNEXES

ANNEXE I

Priorités régionales du FIDA par thème de développement,
selon les objectifs stratégiques du Fonds

	Renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations	Accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie	Accès aux services financiers et aux marchés
Afrique de l'Ouest et du Centre	Décentralisation, participation, prestation des services ruraux, obligation redditionnelle, renforcement des capacités, groupes d'agriculteurs, réduction de la vulnérabilité (situations post-confliktuelles, prévention du VIH/SIDA, mécanismes de survie)	Gestion des ressources naturelles à assise communautaire, utilisation des eaux, technologies axées sur les pauvres, accès à la terre et à l'eau	Financement rural, infrastructure, marchés des produits alimentaires et des intrants
Afrique orientale et australe	Autonomisation, parité hommes-femmes, obligation redditionnelle, situations post-confliktuelles, prévention du VIH/SIDA	Accès à la terre et à l'eau et gestion de ces ressources, autonomisation par le savoir, technologies améliorées et systèmes d'information	Financement rural, marchés, liens avec les marchés
Asie et Pacifique	Décentralisation et participation, autonomisation, parité entre les sexes, populations autochtones, justice sociale	Hautes terres marginales, gestion des ressources hydrauliques, forêts, biodiversité, incitations pour la promotion des services environnementaux	Financement rural, micro-entreprises, économie non agraire, infrastructure rurale
Amérique latine et Caraïbes	Autonomisation, parité hommes-femmes, communautés ethniques, capital social, marchés du travail, décentralisation	Technologies/services de gestion durable des ressources naturelles à l'intention des agriculteurs, accès à la terre/droits fonciers	Financement rural, micro-entreprises, compétitivité et marchés, marchés régionaux et mondiaux
Proche-Orient, Afrique du Nord et sous-régions ECO/NEI	Développement communautaire, associations d'usagers des eaux, terres de parcours, parité hommes-femmes	Gestion des ressources naturelles et environnements fragiles, sécheresses, pauvreté des sols, terres de parcours, hautes terres, pêche	Financement rural, microentreprises, infrastructure, liens avec les marchés, diversification, économie non agraire

ANNEXE II

Projets du FIDA – Études de cas

ENCADRÉ 1

Le rendement des investissements dans les régions arides d'Asie du Sud

Des études empiriques ont estimé l'impact de différents types d'investissements sur l'expansion de l'agriculture et la réduction de la pauvreté dans des régions du sud de l'Asie où prédominent les cultures irriguées ou pluviales. L'on a constaté que c'était dans les régions arides d'agriculture pluviale (de 13 zones agroécologiques) que les rendements marginaux des investissements dans la technologie et l'infrastructure étaient les plus élevés pour ce qui est de l'accroissement de la production agricole et de l'atténuation de la pauvreté, tandis que ces rendements étaient souvent assez faibles dans les régions de culture irriguée. En fait, plusieurs types d'investissements avaient eu des rendements favorables dans les régions plus pauvres de culture pluviale et avaient eu l'impact le plus marqué sur la pauvreté. Les investissements dans les routes rurales et l'éducation avaient eu un effet particulièrement prononcé aussi bien sur la croissance que sur la réduction de la pauvreté, de même que l'irrigation dans les régions où des eaux souterraines inexploitées et d'autres ressources hydrauliques étaient disponibles et accessibles.

Peter Hazell et al (2000). *Food Policy*, 25: 411-428.

ENCADRÉ 2

La conservation des sols et des eaux dans les régions fragiles: défis, succès technologiques et enseignements tirés du cas du Lesotho

Au Lesotho, le FIDA a contribué à mettre au point et a financé le Programme de conservation des sols et de l'eau ainsi que d'agroforesterie (1988-1995) dans le cadre de son initiative plus vaste, le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne affectés par la sécheresse et la désertification. Ce projet tendait essentiellement à améliorer la gestion des ressources naturelles tout en introduisant des technologies agricoles appropriées de nature à créer, pour les pauvres qui vivaient sur les coteaux dégradés, des moyens de subsistance durables et respectueux de l'environnement. La réussite la plus marquante, dans le cadre de ce projet, a été la réintroduction d'une méthode de culture autochtone appelée Machobane, système qui ne fait guère appel à des intrants externes mais qui, au contraire, repose sur une série de cultures relais et de cultures intercalaires, aussi bien commerciales que de subsistance, sur des lopins de terre dont la superficie ne dépasse généralement pas un hectare. On a aussi introduit la pratique du défonçage des sous-couches de sol tassées et la plantation d'une herbe appelée *Bana* pour réduire l'érosion superficielle entre les murets et produire du fourrage. La méthode Machobane a été lancée pendant la campagne 1991/92, 22 agriculteurs participants produisant avec peu d'engrais des pommes de terre, du maïs, du sorgho, du blé, des haricots et des graines de citrouille et de pastèque. Le nombre d'agriculteurs participants a augmenté rapidement et a atteint environ 1 600 à la mi-1996. L'un des traits marquants de cette initiative est que l'adoption de cette méthode a été directement liée aux services de vulgarisation organisés par les agriculteurs eux-mêmes et qu'une forte proportion de femmes l'ont adoptée.

L'attrait que présente cette méthode est qu'elle encourage une agriculture orientée vers la conservation des ressources en combinant des récoltes commerciales et des pratiques traditionnelles respectueuses de l'environnement. Nombre des ménages qui ont adopté cette méthode n'avaient précédemment guère participé à l'économie monétaire. Du point de vue de la conservation, elle a l'avantage d'assurer un large couvert végétal pendant toute l'année, de promouvoir la croissance de fines racines qui stabilisent le sol et de ralentir l'érosion superficielle causée par le vent et l'eau. La stabilisation entre les murets pour ralentir l'érosion superficielle peut avoir un plus grand intérêt économique que la lutte contre l'érosion causée par les rigoles pour les petits exploitants du Lesotho. Globalement, ce projet a eu un taux de rendement économique de 15%, et l'on estime que 46% des agriculteurs de la zone cible en ont bénéficié (dont 23% d'agriculteurs pratiquant le système Machobane). Il met en relief l'utilité des technologies autochtones et de la diffusion de l'information au niveau des communautés, le potentiel élevé des cultures commerciales et les avantages manifestes que cette méthode présente pour l'environnement.

ENCADRÉ 3

Des clôtures vivantes, moyen de réduire les coûts et d'élever les revenus d'agriculteurs dans le Sahel

En Afrique, l'utilisation de clôtures est essentielle pour mitiger des pertes de productivité dues à l'intrusion du bétail dans les champs et les potagers, délimiter les terres et enclorre le bétail. Les clôtures classiques exigent un travail considérable, ce qui suppose des coûts d'opportunité élevés sur le plan de la main-d'œuvre, et il faut acheter et transporter les matériaux nécessaires, les réparer chaque année et les remplacer périodiquement, ce qui coûte fort cher en termes aussi bien de matériel que de main-d'œuvre.

Les recherches menées par le CIRAF et d'autres partenaires grâce à un financement du FIDA ont débouché sur la mise au point et la diffusion de systèmes d'aménagement de clôtures vivantes qui, outre qu'elles jouent le même rôle que des clôtures mortes ou synthétiques, ont également pour effet d'encourager une interaction positive entre les arbres et les cultures qui peut améliorer la productivité de l'ensemble de l'exploitation. Des recherches ont été menées avec la participation des exploitants pour identifier les espèces les mieux appropriées pour les petits exploitants de différentes zones agroécologiques du Sahel. Les clôtures vivantes ont donné une occasion de réduire le coût des enclos tout en produisant simultanément du bois d'œuvre et d'autres produits ligneux qui peuvent être utilisés pour la consommation des ménages ou vendus sur les marchés locaux. Sur une période de six ans, la protection des cultures de légumes au moyen de clôtures vivantes d'espèces appropriées s'est traduite pour les horticulteurs par un gain supplémentaire dépassant parfois 245 USD par rapport aux clôtures mortes. En outre, les ménages ont pu, grâce aux cultures vivantes, utiliser différents sous-produits comme bois de feu, fourrage et fruits. Des activités de démonstration organisées dans différentes exploitations et le recours à des techniques novatrices comme l'organisation de réunions de village avec les agriculteurs et les partenaires de développement dans le Sahel ont conduit plus de 2 200 exploitants du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal à adopter cette méthode.

CIRAF:2000

ENCADRÉ 4

Les communautés tribales appuient la recherche et le développement dans leur intérêt collectif

Dans le sud de l'Inde, certains des groupes ethniques les plus défavorisés ont surmonté de graves contraintes technologiques pour réussir à produire l'essentiel des aliments dont ils ont besoin sur des terres marginales et à réduire les carences nutritionnelles. Le Projet de développement tribal de l'Andhra Pradesh financé par le FIDA a, sur une période de sept ans, aidé 30 756 ménages ayant chacun en moyenne moins d'un hectare à surmonter les problèmes posés par les pressions considérables qui s'exerçaient sur la terre et la diminution de la fertilité des sols. La législation en vigueur interdisant d'utiliser les réserves forestières, les populations tribales ont participé à la validation et à la diffusion de technologies de conservation des sols (fondées sur les connaissances et pratiques autochtones) et ont entrepris des activités de développement rémunératrices compatibles avec leurs valeurs, leurs priorités et leurs traditions. L'horticulture et des cultures arbustives pérennes ont remplacé les cultures itinérantes insoutenables sur les coteaux, qui a freiné l'érosion progressive et l'épuisement des sols. Des mécanismes communautaires ont été mis en place pour promouvoir l'adoption durable de nouvelles technologies, le développement de pépinières de village et des exploitations de production de semences gérées par des agriculteurs.

Des méthodes participatives de formation et de vulgarisation ont aidé à cibler les efforts de promotion des nouvelles technologies sur les ménages appropriés en fonction de leurs conditions socioéconomiques, de leur propension à éviter les risques et de la typologie des exploitations. Un degré élevé de participation des ménages exploitant des lopins attenants a contribué, en développant le couvert arbustif, à améliorer l'écologie des paysages et à accroître les rendements des récoltes grâce à différentes techniques d'agroforesterie. La réussite du projet est imputable à l'accent qui a été mis sur la participation et l'autonomisation des bénéficiaires, ce qu'ont facilité en partie les traditions d'action politique collective des populations tribales de la région, dans laquelle les femmes ont joué un rôle majeur, l'intégration des savoirs et de la structure des incitations autochtones et les approches novatrices qui ont été suivies en matière de recherche et de vulgarisation. Indépendamment de l'octroi de son prêt, le FIDA a beaucoup contribué à ces initiatives en entamant un dialogue avec les autorités et les dirigeants locaux les plus dynamiques et en encourageant constamment un changement d'attitude qui a finalement été obtenu avec le temps. Ainsi, les institutions chargées de l'exécution du projet ont pu, peu à peu, mieux s'adapter aux valeurs et aux institutions locales. Si le projet a réussi à surmonter un certain nombre de contraintes institutionnelles, c'est non seulement parce qu'il a été adopté une approche globale, mais aussi parce qu'il a été tenu compte de l'importance que les stratégies de survie des communautés tribales revêtaient pour l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

Produit par : Équipe publications du FIDA
Mise en page: Paul Hollingworth
Imprimé par : GMS Grafiche, Rome • Août 2002

Toutes les photos proviennent du FIDA
Couverture: A.Hossain,H. Wagner, G.Bizzarri,R.Grossman et C. Nesbitt
Quatrième de couverture: G. Bizzarri, L.Dematteis,N.McGirr et G.Pirozzi



FIDA

FONDS
INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE



Via del Serafico, 107 • 00142 Rome • Italie
Tél.: +39-06-54591 • Télécopie: +39-06-5043463
Courrier électronique: IFAD@IFAD.ORG • Web page: www.ifad.org